

France-Paris: Construction-related services

OJ S 234/2023 05/12/2023

Contract notice – utilities

Services

Legal Basis:

Directive 2014/25/EU

Section I: Contracting entity

I.1. Name and addresses

Official name: ile de France Mobilités

Postal address: 39bis-41 rue de Châteaudun

Town: Paris

NUTS code: FR10 Ile-de-France

Postal code: 75009

Country: France

E-mail: sabrina.korpala@iledefrance-mobilites.fr**Internet address(es):**Main address: <https://www.iledefrance-mobilites.fr/>Address of the buyer profile: <https://idfm.achatpublic.com/accueil/>**I.3. Communication**

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://idfm.achatpublic.com/accueil/>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2023_1hwiWiHbqn

I.6. Main activity

Recreation, culture and religion

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

assistance à maîtrise d'ouvrage concernant l'insertion urbaine pour l'opération Bus entre Seine sur les communes d'argenteuil, Bezons, Cormeilles-En-Parisis et Sartrouville

Reference number: 2023-073

II.1.2. Main CPV code

71500000 Construction-related services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

les domaines d'expertises de l'amo Insertion urbaine concernent : Les aménagements de voirie et des carrefours : géométrie, visibilité, signalisation verticale de police et horizontale, répartition de l'espace, gestion des modes doux ; Les carrefours équipés de signalisation

lumineuse tricolore : implantation des différents signaux, matrice des carrefours, gestion de l'ensemble des flux ; Le cas échéant, l'insertion du site propre dans l'environnement urbain : géométrie prise en compte dans la gestion des flux, stations ; La sécurité de tous les usagers de l'espace public et notamment des personnes à mobilité réduite

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

71500000 Construction-related services, 71410000 Urban planning services, 71300000 Engineering services, 71600000 Technical testing, analysis and consultancy services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR10 Ile-de-France

Main site or place of performance: ile-De-France

II.2.4. Description of the procurement

le marché est mono attributaire. Il n'est pas reconductible. Il n'est pas alloti. Il s'agit d'un accord cadre mono attributaire à prix global et forfaitaire et à prix unitaires. Une partie du marché est conclue sur la base du prix global et forfaitaire tel qu'indiqué à l'acte d'engagement et tel que détaillé à l'annexe 2 de l'acte d'engagement (Dpgf). Une partie du marché est conclue sur la base de prix unitaires avec émissions de bons de commande, ces prix étant indiqués à l'annexe 1 de l'acte d'engagement, le Bordereau de prix unitaires (Bpu). Le montant maximum de la partie à prix unitaire est de 115 000 euro(s) (H.T.). Il n'y a pas de montant minimum

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 115 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 58

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

les candidats non établis en France doivent fournir les pièces similaires au regard des règles d'effet équivalent. Les certificats demandés ci-dessous pourront faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront fournir celui délivré par les organismes de leur état d'origine, accompagné d'une traduction assermentée. Le candidat devra fournir le Document Unique de Marché Européen (Dume); la partie IV du DUME est renseignée par le candidat et répond aux exigences techniques de capacité. Il appartient aux candidats participants de voir quels justificatifs il peut utiliser pour prouver qu'il satisfait aux critères de sélection des candidatures sans devoir vérifier le justificatif correspondant dans e-certis. En lieu et place du DUME, le candidat peut fournir une lettre de candidature présentant, le cas échéant, les membres du groupement (formulaire Dc1 ou équivalent) ; les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat individuel ou chaque membre du groupement ; une déclaration du candidat : formulaire Dc2 (une par membre du groupement) ; une déclaration sur l'honneur, conformément à l'article R.2143-3 du code de la commande publique, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ; une attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin no2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du code du travail ; le cas échéant, la liste nominative des travailleurs étrangers employés pour la réalisation des prestations attendues et qui sont soumis à autorisation de travail exigée par les articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail, cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ; le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, les pièces prévues à l'article R. 1263-12 du code du travail ; pour chaque travailleur détaché, une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice "Sipsi " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ; une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail ; le cas échéant, le jugement de redressement judiciaire

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

le candidat fournira également les documents suivants : une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; une attestation d'assurance à jour au titre de la responsabilité civile (Rc) et au titre de la Responsabilité Civile Professionnelle (Rcp) du candidat (ou de chacun des membres du groupement)

Minimum level(s) of standards possibly required:

le candidat individuel ou chaque membre du groupement devra justifier d'un chiffre d'affaires minimum égal à 75 000 euro(s) HT par an au cours des trois derniers exercices disponibles

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

les renseignements à fournir sont les suivants : Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années en précisant les titres d'études et professionnels, notamment ceux des responsables de prestations de services de même nature que celles du marché ; Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de service sont prouvées par des attestations du destinataire ou, par défaut, par une déclaration sur l'honneur de l'opérateur économique ; Liste des moyens matériels dont le candidat individuel ou le groupement dispose pour la réalisation du marché. Pour justifier des capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (hors sous-traitants) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature en application de l'article R.2143-12 du Code de la commande publique, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'entité adjudicatrice. En outre, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. Les prestations sont prouvées par des attestations du maître d'ouvrage ou, à défaut, par une déclaration sur l'honneur de l'opérateur économique, en lien avec l'objet du marché. Pour les candidats individuels ou les membres du groupement dans l'impossibilité, en raison de leur création récente, de produire la déclaration de chiffre d'affaires ou la liste des principaux travaux et services effectués au cours de trois dernières années, il est demandé de communiquer les titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise

III.1.4. Objective rules and criteria for participation

List and brief description of rules and criteria:

avant de procéder à l'examen des candidatures, si des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, l'entité adjudicatrice peut décider de demander au candidat concerné de produire ou compléter ces pièces dans le délai indiqué par l'acheteur

III.1.6. Deposits and guarantees required

conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, le paiement de l'avance est conditionné par la constitution préalable d'une garantie à première demande spécifique, s'engageant à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie d'un montant équivalent à l'avance toutes taxes comprises. Cette garantie à première demande est libérée à la fin de la résorption de l'avance. La garantie à première demande ne peut pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire

III.1.7. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

le paiement d'une avance est prévue (Cf.Ccap). Le paiement des acomptes est effectué dans les conditions prévues par le CCAP. Les règlements sont effectués par l'agent comptable d'Île-de-france Mobilités. Le délai global de paiement est de 30 jours, tel que prévu au décret 2013-269 du 29 mars 2013, à compter de la date de réception de la demande de paiement établie et transmise conformément aux dispositions contractuelles. Le présent marché peut faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement de créances

III.2. Conditions related to the contract

III.2.2. Contract performance conditions

L'Exécution de partie à prix unitaires du marché est subordonnée à l'émission de bons de commande par l'entité adjudicatrice, au fur et à mesure des besoins et selon les modalités indiquées à l'article 8 du CCAP. Les prix unitaires sont indiqués à l'annexe 1 de l'acte

d'engagement (Ae), le Bordereau de prix unitaires (Bpu). Le prix global et forfaitaire est indiqué à l'acte d'engagement et dans la décomposition du prix global et forfaitaire (Dpgf), annexe 2 de l'acte d'engagement

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

Framework agreement with a single operator

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 08/01/2024 Local time: 13:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 8 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 08/01/2024 Local time: 14:00

Place:

siège d'ile-de-france Mobilités

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about electronic workflows

Electronic invoicing will be accepted

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: tribunal administratif de Paris

Postal address: 7, rue de Jouy

Town: Paris

Postal code: 75004

Country: France

E-mail: Grefte.ta-paris@juradm.fr
Telephone: +33 144594400
Fax: +33 144594646
Internet address: <http://paris.tribunaladministratif.fr/>

VI.4.2. Body responsible for mediation procedures

Official name: comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des différends ou litiges

Postal address: 5, rue Leblanc

Town: Paris

Postal code: 75911

Country: France

E-mail: Ccira@paris-idf.gouv.fr

Telephone: +33 182524267

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

recours possibles :Avant la signature du marché :-Un référé précontractuel (art. L. 551-1 et suivants du Code de Justice Administrative), depuis le début de la procédure jusqu'à la date de conclusion du contrat. Après la signature du marché :- un référé contractuel (art.L.551-13 et suivants du Code de Justice Administrative), le jour suivant la notification du marché et selon les délais précisés par l'article R. 551-7 et suivants du Code de Justice Administrative ; -Un recours en contestation de la validité du contrat (Conseil d'état, 4 avril 2014, no358994, Département du Tarn et Garonne) dans un délai de 2 mois suivant la parution de l'avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: greffe du tribunal administratif de Paris

Postal address: 7, rue de Jouy

Town: Paris

Postal code: 75004

Country: France

E-mail: Grefte.ta-paris@juradm.fr

VI.5. Date of dispatch of this notice

30/11/2023